



ACCES À L'EMPLOI ET AMELIORATION DES REVENUS DES POPULATIONS VULNERABLES

Points clés

Accès équitable au travail La méthode de travaux en Haute intensité de main d'œuvre (HIMO) permet l'accès sans discrimination de toute la communauté aux activités de réalisation des pistes grâce à l'appui d'opérateurs d'intermédiation sociale.

Rémunérations régulières de la main-d'œuvre Les travaux à réaliser par les PME sont répartis par tâche dans le but d'une équité dans la rémunération de la main-d'œuvre ;

Amélioration des conditions socio-économiques des femmes à travers les infrastructures réalisées et les revenus perçus La réalisation des pistes permet de prendre en compte les besoins spécifiques des

femmes notamment l'accès aux services sociaux de base de la localité et l'amélioration de leurs revenus grâce aux rémunérations perçues sur les chantiers de pistes ;

Création d'une expertise locale Le fait que la plupart de la communauté ait participé aux travaux HIMO sur les chantiers, a permis de donner des connaissances techniques en matière de construction des pistes et divers aboutissant ainsi à la mise en place d'une expertise locale apte pour un déploiement sur des chantiers similaires

FICHE DE CAPITALISATION 1



L'approche HIMO comme outil de développement

Le Gouvernement du Burkina Faso a ciblé l'amélioration du transport en milieu rural comme un outil privilégié de développement socio-économique et de lutte contre la pauvreté.

Les défis dans la région de l'Est

Les zones de la région de l'Est, présentent des opportunités en matière de développement agricole durable. Elles sont néanmoins soumises à de nombreux enjeux. Un réseau de routes nationales de plus en plus défectueux et des problématiques d'enclavement aigus rendent les chefs-lieux des communes inaccessibles pendant les deux à trois mois de saison des pluies. Les conditions de vie des personnes résidant dans ces zones enclavées sont fortement affectées par cet isolement. Dans certains villages, la situation sécuritaire dégradée pousse les villageois à se déplacer vers les chefs lieu des communes. La vulnérabilité et une pauvreté monétaire est d'autant plus fréquente parmi ces déplacés internes, les personnes vivant avec un handicap, les jeunes sans emploi ni qualifications et les femmes - surtout celles qui sont maman en l'absence de prise de responsabilité du père. En contraste avec le revenu moyen annuel d'un jeune pouvant aller de 10 000 à 250 000 francs CFA ou d'une femme allant de 10 000 à 100 000 francs CFA, ces personnes vulnérables ne vivent souvent qu'avec un revenu moyen annuel de 1000 à 10 000 francs CFA. Elles (sur)vivent souvent dans l'indigence avec un horizon des possibles fortement circonscrit.

L'autonomisation des populations

Au vu des objectifs de sécurité alimentaire inscrits dans son plan de développement régional des pistes rurales, le Conseil Régional de l'Est a lancé des initiatives de désenclavement des secteurs productifs et d'amélioration de l'accès des citoyens aux biens et services de base.

Les efforts de connexion du marché du chef-lieu vers les basfonds aménagés par pistes rurales posées avec la méthode à haute intensité de main-d'œuvre (HIMO), sont menés ensemble avec les collectivités communales, les services techniques respectifs, les organisations villageoises, les associations locales et le secteur privé local. Ces investissements d'infrastructure tant par leur méthode et finalité, permettent aux populations précédemment

enclavées de devenir plus autonomes et d'acquérir des moyens de subsistance en saisissant les nouvelles opportunités de génération de revenus et d'emploi.

Le projet PSAE

Le projet PSAE a pour but d'améliorer la sécurité alimentaire et la résilience aux changements climatiques et aléas économiques dans la région de l'Est du Burkina Faso. Il est géré par l'Unité de Gestion du Projet (le gouvernement du Burkina Faso et les conseils régionaux), avec un appui technique fourni par Helvetas. Doté d'un budget de 1,8 milliard francs CFA, le projet est prévu pour une durée de cinq (05) ans et est financé par l'Agence Française de Développement (AFD).

Une de ses composantes consiste en la construction d'un objectif prévisionnel de 100 km de pistes rurales dans neuf (9) communes des cinq (5) provinces de la région de l'Est avec la méthode de Haute Intensité de Main d'Œuvre (HIMO)

La réalisation de **55,81 km de piste rurale** a permis de fournir d'emploi à **environ 7000 habitant(e)s** des communes pendant toute la période des travaux. **Une rémunération totale de 124 918 625 FCFA** a été payée aux travailleurs et travailleuses. Le désenclavement a également favorisé une dynamique de développement économique locale en améliorant les conditions de production et de commercialisation de produits agricoles et d'élevage.

En outre, l'approche HIMO encourage :

- La promotion de la bonne gestion des affaires publiques et le renforcement de capacités dans la gestion de l'espace rural au niveau local notamment à travers la maîtrise d'ouvrage du conseil régional ; l'articulation de la planification locale avec les communes responsables de l'entretien des pistes et les communautés ;
- Le travail et la rémunération décente :
- L'inclusion sociale : **68,49% de travailleurs sont femmes**
- Le renforcement des capacités des travailleurs et des entreprises.

Pourquoi privilégier la main d'œuvre au lieu de l'équipement

L'option d'investissements à HIMO (vs. HIEQ) conjugué à un dialogue social et la formation, a été adoptée pour la construction des pistes rurales. Pour de telles infrastructures élémentaires, il n'y a pas besoin d'approche à haute intensité d'équipement (HIEQ). Les investissements HIMO, offrent par ailleurs une approche économiquement plus viable des travaux d'infrastructure locaux et ont un meilleur impact au niveau de l'environnement. A titre d'illustration, une piste posée par HIMO coûte en moyenne 15 000 000 F CFA par km dans la Région



de l'Est par rapport à un prix d'un km de piste HIEQ revenant à 25 000 000 ou 30 000 000 francs CFA. L'approche HIMO est par définition un générateur d'emplois productifs ainsi que d'habilitation et de renforcement de compétences locales - qu'il s'agisse de la population, des petites et moyennes entreprises (PME) ou des autorités locales. De cette façon, les travaux HIMO bénéficient la communauté au lieu de seulement l'entreprise et font appel à des matériaux, des compétences et des technologies fondées sur la main d'œuvre moins qualifiée largement disponible au niveau local. La main d'œuvre représente généralement 25 à 30% du coût au km pour un piste HIMO, comparé à 10 à 15% pour une piste HIEQ. La mobilisation et participation accrue de ressources humaines locales, amène une meilleure appropriation des ouvrages qui s'avèrent généralement plus pérennes que les pistes classiques (HIEQ) ne bénéficiant pas d'un entretien périodique régulier assuré par l'Etat central à travers les Directions Régionales des Infrastructures. Une plus grande autonomie des populations en résulte quant aux moyens, capacités techniques de

construction, de maintenance et de réparations après la réception des travaux. En effet, la population locale a mis en place des comités villageois de pistes (CVP) composé de volontaires citoyens afin de garantir la gestion et l'entretien périodique et ponctuel des pistes par la communauté. Le Conseil Régional appuie les CVPs pour préserver leur dynamisme et assurer le renouvellement de ces membres aussi après la fin du projet. Sur base de de l'expérience acquise et des leçons apprises, de futurs projets devront intégrer des sessions de formations pour les CVPs afin de mieux garantir l'entretien de la piste post travaux.

La main d'œuvre représente généralement 25 à 30% du coût au km pour un piste HIMO, comparé à 10 à 15% pour une piste HIEQ

Les différences entre méthode HIMO et HIEQ

Les méthodes dites HIMO associent des équipements légers avec de la main d'œuvre de façon optimale pour assurer la qualité en même temps qu'un coût minimum de travaux d'infrastructure tandis que pour la méthode de haute intensité d'équipement (HIEQ) l'essentiel des travaux s'effectue par un matériel lourd mécanisé et très peu de main d'œuvre. Elle a l'avantage d'une planification et organisation de travail plus aisée et une exécution plus rapide, mais elle est plus couteuse et a un impact moindre sur le développement économique et social. (OC 1998)

Le choix de l'HIMO d'entreprise pour favoriser le développement local

Afin de privilégier le développement local une importance considérable a été attachée aux petites et moyennes entreprises (PMEs) avec une présence dans la Région de l'Est. C'est dans ce cadre, que l'HIMO à l'entreprise à été privilégié puisqu'un de ces grands avantages est un accès facilité aux marchés publics. Les entreprises ont une très bonne connaissance du contexte et des enjeux locaux. Elles ont néanmoins souvent des besoins de renforcement de capacités pour participer aux marchés publics et assurer leur mise en œuvre de façon réussie. **Helvetas, a répertorié une trentaine de PME éligibles** qui ont été formés et classés selon leurs performances. La liste d'Helvetas complétant celle du Conseil Régional – le maître d'ouvrage, était la pierre angulaire d'une procédure d'appel à candidature restreinte. **Pendant l'accompagnement de ce processus, le Conseil Régional et les Services Techniques Déconcentrés de l'Etat ont renforcé leurs capacités en la matière.**

Un tiers des entreprises sélectionnées étaient de la Région de l'Est tandis que les deux tiers restants étaient basés en capitale. Le renforcement des compétences des entreprises sélectionnées ayant moins d'expérience, leur a permis d'émerger : près de la moitié (4 sur 10) ont terminé la totalité des travaux dans les délais et de façon satisfaisante. Parmi elles, figurait une PME de la Région de l'Est dont il s'agissait de sa première expérience en travaux. Celle-ci a recruté un chef de chantier et un conducteur de travaux local. Par ailleurs, le travail avec les PME basés en capitale a renforcé les fondements des capacités requises au niveau pays pour de futurs investissements similaires dans d'autres Régions.

Recrutement des chefs de chantier

Les PME sélectionnées sont devenues des recruteurs importants dans la région. Elles ont recruté 10 jeunes chefs de chantiers entre 25 et 35 ans auprès de l'école technique sur place - dont une femme, tous techniciens / ingénieurs en génie civil. Cet emploi rémunéré, combiné à des formations, leur a permis d'aiguiser leurs compétences et acquérir une expertise des chantiers HIMO. Ces capacités et expériences professionnelles ont augmenté leur employabilité future tout en constituant une ressource importante pour la Région et le pays. La valorisation de ces ressources humaines qualifiées,

évite la migration des jeunes vers la capitale en leur donnant un accès local à l'emploi et un revenu lié à leurs compétences. Presque la totalité des chefs de chantier ont trouvé un emploi après la fin de leur contrat avec le projet.



Formation en salle des chefs de chantiers



Travaux de fouilles pour ouvrage à Manni

L'emploi créé avec l'accompagnement de l'ingénierie sociale



L'ingénierie sociale au cœur de l'approche HIMO

Le rôle de l'ingénierie sociale dans le projet HIMO était crucial et le professionnalisme des acteurs est garant de l'appropriation et de la diffusion d'informations et évite les écueils affectifs.

Le transfert des compétences d'une part entre Helvetas et ces acteurs d'intermédiation sociale et de l'autre entre les acteurs de l'intermédiation sociale et les acteurs locaux -indispensable à une construction institutionnelle performante- a abouti à une suppression de dépendances permettant p.e. des interfaces de négociations entre groupes sociaux et une situation contractuelle entre les acteurs institutionnels (conseil régional, communes, les PME et l'Etat) renforcée.

Les acquis de ces apports pourront dans le futur guider d'autres initiatives de ce type puisqu'ils ont posé les principes accompagnant la définition des choix techniques et organisationnels.

Le Conseil Régional a recruté des acteurs imprégnés de la culture locale et maîtrisant les méthodologies et techniques d'animation comme Opérateurs Privés d'Intermédiation Sociale (OP/IS) dont un (01) originaire et basé à Fada. Certains d'entre eux n'avaient pas encore d'expérience avec les chantiers HIMO et ont été formés par Helvetas pour assurer une démarche appropriée d'accompagnement pour

la réalisation des travaux, leur suivi, la constitution puis l'autonomisation de comités villageois de pistes.

Recrutement des travailleurs non qualifiés

Le recrutement de la main d'œuvre dite « moins qualifiée » amplement disponible parmi la population locale, a été facilité par les prestataires de l'intermédiation sociale pendant des rassemblements populaires. La main d'œuvre a ainsi été sélectionné par fonction et tronçon de piste, avant les travaux et sur base des besoins des PME et de la motivation des personnes. Les critères de recrutement établis sont restés larges mais ont logiquement exclus les mineurs, les femmes enceintes ainsi que les personnes malades. **Le recrutement a suscité un grand intérêt auprès des femmes qui y ont vu une opportunité pour accroître le revenu de leurs foyers.** Un.e travailleur.se qui participe régulièrement aux travaux a passé en moyenne vingt-cinq (25) jours sur le chantier lorsque la PME ne fait des arrêts et des suspensions de chantier en dehors des jours de repos. Le salaire mensuel équivalent est généralement compris entre 30 000 et 60 000F CFA – dépassant le salaire minimum interprofessionnel garanti fixé actuellement 35 000F CFA.

68,49% des travailleurs recrutés étaient des femmes, ce qui a bénéficié les ménages puisqu'elles ont investi leurs revenus dans la scolarisation des enfants et les charges familiales.

Une formation sur plusieurs thématiques

Sur base d'un référentiel forfaitaire par tâche, les travailleurs se sont organisés(es) entre eux/elles pour creuser le sol (décapage), poser un cordon pierreux, poser les moellons pour bloquer la latérite. Ceux / celles-ci ont non seulement construit les pistes, elles ont également été formé « sur le tas » par les opérateurs au « travail en équipe », à la « médiation de conflits » et à la « recherche de fonds » pour les travaux d'entretien et de réparation. Des tâches importantes à assumer elles/eux-mêmes car ils/elles constituent les futur.e.s responsables au sein des comités villageois de piste. Ces formations ainsi que l'expérience acquise leur ont non seulement bénéficié pour leur candidature future sur d'autres chantiers HIMO dans les environnements, mais leur a aussi donné une forte légitimité au sein de la communauté.

Les chantiers HIMO ont également vu des promotions internes de travailleurs (euses) vers un rôle de chef d'équipe sur la base de leur motivation et d'un acquis graduel plus rapide de compétences – ce qui a non seulement habilité des personnes avec un fort esprit de leadership mais leur a permis également de profiter d'une incidence financière positive liée à ce talent par le biais d'un « encouragement » financier.

Les tâches accordés ou acceptés selon le genre

Les tâches dans les travaux HIMO sont si nombreuses et se font dans la plupart des cas par la main-d'œuvre locale ; ce sont des tâches qui sont se font généralement manuellement car elles ne nécessitent pas de grandes connaissances techniques en ingénierie civile. Parmi ces tâches de réalisation des pistes HIMO, on peut noter par expérience, que les femmes s'intéressent plus, au débroussaillage de la piste, la collecte de moellons, la construction des cordons pierreux puis l'épandage

des matériaux latéritiques suivi du nivellement de la couche de roulement, tâches pour lesquelles elles sont plus aptes et efficaces.



« J'ai fait partie de 30 femmes qui ont été sélectionnées pour travailler sur la piste. Nous avons formé trois groupements pour le nettoyage de l'emprise de la piste, la collecte de moellons, la pose de cordons pierreux, l'épandage de la couche de roulement. J'ai travaillé pour plus de 160 jours et avec l'argent que j'ai gagné j'ai pu payer les soins de ma belle-fille. J'ai acheté des fournitures scolaires pour mes enfants et un animal. Je suis aussi réussi à économiser 15.000 F CFA pour les besoins futurs de mes enfants ».

Onadja Youlapoumba, 48 ans, commune de Gayéri



Les volontaires recrutés pour les travaux sont formés sur :

- l'exécution de tâches spécifiques pendant la réalisation de la piste par les PME
- la gouvernance locale
- les questions de genre
- l'entretien des pistes rurales sous l'assistance technique des Chefs de chantier des PME en charge des travaux

Rémunérations équitables et d'autres opportunités des revenus

Les rémunérations de la main-d'œuvre se font généralement à la tâche c'est-à-dire en fonction des quantités de travaux exécutés ou souvent, de façon journalière pour des tâches difficilement quantifiables. Les modalités de règlement prévus sont les paiements par quinzaine à défaut par mois surtout avec les entreprises.

Le référentiel de rémunération

L'élaboration du référentiel de rémunération de la main d'œuvre a été réalisé en concertation avec les autorités locales et centrales et tiennent en compte les critères du travail décent - les principes de l'Office International du Travail. Il fixe un seuil minimal de rémunération à respecter par les PME tout en tenant en compte les risques sécuritaires liés aux catégories de tâches. Ceci permet de réguler la rémunération des travaux au profit des communautés, et de les protéger contre une exploitation abusive éventuelle par les PME. Le projet a noté l'importance d'adapter le référentiel forfaitaire par tâche au contexte sécuritaire, à la flambée des coûts et à une situation de compétitivité accrue lors d'une proximité de sites d'orpillage. La prise en compte de la proximité de ces sites d'orpillage des zones à aménager pendant les études techniques d'exécution, est importante afin de majorer les prix et de permettre aux PME de disposer plus de marge pour proposer des rémunérations attractives et susciter une plus grande adhésion des populations aux travaux. L'optimisation de la situation de liquidité des PME est d'ailleurs très importante afin d'éviter que les ouvriers abandonnent certains chantiers pour d'autres, car la capacité des PME à les payer de façon régulière est primordiale pour ces travailleurs souvent vulnérables aux aléas de la vie.

Le référentiel a été mis à la disposition de l'OP/IS pour réguler la question de la rémunération sur le terrain. Au regard de la disparité des prix proposés par les PME et les divergences que cela suscite parfois lorsqu'il y a plusieurs PME sur un même projet ou tronçon de piste, le projet a noté que dans le futur, il serait recommandé que le référentiel fasse une partie intégrante du contrat des PME et des prestataires spécialisés en intermédiation sociale.

La non-adhérence ou conformité des PME aux droits des travailleurs, est sanctionné par une

exclusion systématique de la liste des prestataires de Helvetas. Cette non-adhérence est identifiée lors d'évaluations périodiques une fois toutes les deux années et/ou sur base de plaintes d'employés locaux reçues par les prestataires spécialisés en ingénierie sociale en vue de leur résolution. A défaut de résolution, elles sont transférées au responsable de la communauté, à la mairie ou au Conseil Régional de l'Est. Une future formalisation de tels mécanismes en un code de conduite et un système de plainte pour les PME / prestataires spécialisés en intermédiation sociale ainsi que pour leurs employés est également conseillé.

En commandant des matières premières locales telles que la latérite, le gravier, les moellons et le sable, les investissements HIMO sont garant de création d'emplois locaux par des activités génératrices de revenu. Une fois de plus, principalement les femmes des communautés locales ont organisé la vente et l'acheminement des matériaux sur le terrain avec des bennes et des tricycles. Des chauffeurs locaux ont été employés et leurs camions loués. La restauration et location de logements pour le personnel du chantier a également généré des revenus à la communauté.



« Les travaux de construction ont permis aux populations d'obtenir des revenus surtout en période de soudure. Cette piste permet d'accéder à Gayéri sans trop de difficulté même pendant la saison de la pluie ».

Lompo Kanarini, 1^{er} adjoint au maire de Gayéri

LEÇONS APPRISSES

- Dans le Région de l'Est, plus de 75% des investissements publics sont financés par des donateurs extérieurs. Avec les pistes constituant en moyenne environ 60 % du montant global des investissements d'infrastructures de la Région au cours des trois dernières années (2020 – 2018), les pistes HIMO présentent une approche intéressante pour les Régions et les partenaires de développement qui les soutiennent pour dynamiser le développement économique local.
- La démarche de HIMO à l'entreprise a dynamisé l'économie locale et créé des emplois locaux dans le secteur privé local tout en préparant le secteur privé, la population ainsi que les autorités locales à répliquer cette dynamique pour des futurs travaux d'infrastructures élémentaires.
- Une présence sur le terrain et les chantiers en multipliant les sorties de suivi et de supervision est essentielle pour favoriser l'apprentissage au sein du projet et éviter d'éventuels désagréments entre les parties prenantes.

RECOMMANDATIONS

- Revoir les aspects de rémunérations des populations travaillant sur les chantiers de pistes rurales HIMO par une application effective du référentiel de rémunération établi par HELVETAS en cours présentement en attendant son éventuelle révision ;
- Actualiser aussi bien les prix des rémunérations des tâches et le prix au km de réalisation d'une piste ;
- Uniformiser les prix des rémunérations de la main-d'œuvre dans une zone donnée ;

Insérer dans les contrats des entreprises le paiement régulier de la main-d'œuvre ou à défaut à retenir à la source ;

- Prioriser les activités d'intermédiation sociale dans tout projet de développement local par une sensibilisation réelle et effective des communautés bénéficiaires des futurs infrastructures socio-économiques
- Revoir les méthodes d'interventions des différents prestataires selon l'approche HIMO qui puissent prendre réellement en compte les besoins réels des communautés c'est à dire les différentes étapes de réalisation d'un projet de piste rurale par la méthode HIMO
- Former tous les acteurs impliqués dans les projets HIMO sur l'itinéraire technique, institutionnel et financier des projets de pistes HIMO à travers des chantiers écoles (Bureaux d'études, petites et moyennes entreprises, opérateurs d'intermédiation sociale, communautés de base, collectivités territoriales, etc. pour créer d'une part une expertise locale en matière de construction de pistes par la méthode HIMO et d'autre part favoriser une appropriation effective des infrastructures réalisées.